

CAFÉ SAGESSE du mercredi 15 février 2023

QU'EST-CE QUE LA POLITIQUE ?

André Comte-Sponville

« L'homme est un animal sociable : il ne peut vivre et s'épanouir qu'au milieu de ses semblables. Aussi sommes-nous capables de sympathie, de compassion, d'altruisme.

Mais l'homme est aussi un animal égoïste. C'est pourquoi nous avons besoin de politique. Pour que les conflits d'intérêt se règlent autrement que par la violence. Pour que nos forces s'ajoutent plutôt que de s'opposer. Pour échapper à la peur, à la guerre, à la barbarie.

C'est pourquoi nous avons besoin d'un État. Non parce que les hommes sont bons ou justes, mais parce qu'ils ne le sont guère.

Qu'est-ce que la politique ? C'est la gestion non guerrière des conflits, des alliances et des rapports de force à l'échelle d'une société. C'est l'art de vivre ensemble, dans un même État ou une même Cité (*Polis*, en grec).

Cela suppose un gouvernement et des changements de gouvernement. Cela suppose des affrontements, mais réglés, des compromis, mais provisoires, un accord enfin sur la façon de trancher les désaccords.

La politique suppose le désaccord, le conflit, la contradiction. Quand tout le monde est d'accord ce n'est pas de la politique. Mais quand chacun reste dans son coin ou ne s'occupe que de ses petites affaires, ce n'est pas non plus de la politique.

Qu'est-ce que la politique ? C'est la vie commune et conflictuelle, sous la domination de l'État et pour son contrôle : c'est l'art de prendre, de garder, et d'utiliser le pouvoir. C'est aussi l'art de le partager.

On aurait tort de ne voir dans la politique qu'une activité subalterne ou méprisable. C'est bien sûr le contraire qui est vrai : s'occuper de la vie commune, du destin commun, des affrontements communs, c'est une tâche essentielle. Allons-nous laisser le champ libre aux racistes, aux fascistes, aux démagogues ? Allons-nous laisser les bureaucrates décider à notre place ? De quel droit alors nous plaindre de ce qui ne va pas ? L'apolitisme est à la fois une erreur et une faute : c'est aller contre nos intérêts et nos devoirs.

Pourquoi la politique ? Parce que nous ne sommes ni des saints ni seulement des consommateurs : parce que nous sommes des citoyens, parce que nous devons l'être, et pour que nous puissions le rester.

Quant à ceux qui font de la politique leur métier, il faut leur savoir gré des efforts qu'ils consacrent au bien commun, sans trop s'illusionner pourtant sur leur compétence ni sur leur vertu. On ne réhabilitera pas la politique, comme c'est aujourd'hui urgent, en crachant perpétuellement sur ceux qui la font. Il ne suffit pas d'espérer la justice, la paix, la liberté... Il faut agir pour les défendre, pour les faire avancer, ce qui ne peut se faire efficacement qu'à plusieurs, et passe pour cela, nécessairement, par la politique.

Pour tout individu attaché aux droits humains et à son propre bien-être, s'occuper de politique n'est pas seulement son droit ; c'est aussi son devoir et son intérêt. » (*Le plaisir de penser*, Vuibert - 2022)

LA DÉMOCRATIE

« S'il y avait un peuple de dieux, il se gouvernerait démocratiquement. »

Jean-Jacques Rousseau

Le terme **démocratie** désigne à l'origine un régime politique dans lequel tous les citoyens participent aux décisions publiques et à la vie politique de la cité. Ce terme désigne aujourd'hui tout système politique dans lequel le peuple est souverain. Il a été défini par Abraham Lincoln, comme le « gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ».

Le dénominateur commun des démocraties est l'existence d'institutions et de lois qui visent à protéger la population des dérives tyranniques ou dictatoriales que peut exercer une personne ou un groupe quelconque. Toute démocratie doit disposer de lois permettant aux citoyens de changer de gouvernement ou de projets politiques légalement, c'est-à-dire sans avoir besoin de recourir à la violence et en respectant les procédures définies par les lois.

Dans les pays démocratiques, on distingue une démocratie participative qui s'exerce de manière directe, en soumettant des décisions au vote de tous les citoyens, et une démocratie représentative qui s'effectue de manière indirecte, par des représentants préalablement désignés, de façon aléatoire ou par élection.

La démocratie peut être aussi définie par opposition :

- aux systèmes monarchiques, où le pouvoir est détenu par un seul ;
- aux systèmes oligarchiques, où le pouvoir est détenu par un groupe restreint ;
- aux systèmes aristocratiques, où le pouvoir est détenu par certains considérés comme « les meilleurs ».
- aux systèmes de dictature ou de tyrannie. Les dictatures sont caractérisées par un régime politique au sein duquel le pouvoir est exercé de façon autoritaire et sans contrôle par une personne ou un groupe de personnes. En général, ces pays usent de propagande et de censure pour contrôler leurs populations et sont fermés à toute influence étrangère. En 2020, 57 pays sur 167 ont été classés dans la catégorie des régimes autoritaires.

La répartition du monde entre régimes autoritaires et régimes démocratiques a très fortement évolué depuis le début du 19^{ème} siècle. En 1800, seul un pays était désigné comme une démocratie, les États-Unis, cela représentait 4% de l'ensemble des gouvernements recensés dans le monde cette année-là. Il y a eu une première vague de démocratisation des régimes à partir des années 1850 où la part des démocraties est passée de 5% à 45% après la première guerre mondiale. S'en est suivi un effritement des régimes démocratiques jusqu'à la seconde guerre mondiale. L'apparition des régimes totalitaires en Europe ont fait chuter l'élan démocratique à travers le monde. Suite à la décolonisation à partir des années 50 à 70, de nombreux pays d'Asie et d'Afrique ont pu accéder à la démocratie.

Aujourd'hui, en dépit des progrès réalisés en termes de droits humains dans le monde, moins de la moitié de la population mondiale vit dans un pays démocratique. Certains régimes dictatoriaux sont plus tristement connus que d'autres. L'une des dictatures les plus connues de notre époque et sans doute celle de la Corée du Nord, dirigée par Kim Jong-Un. La Russie, les Émirats Arabes Unis, la Chine, le Venezuela, l'Érythrée, le Yémen, la Syrie, la République démocratique du Congo, la Centrafrique et le Turkménistan sont également considérés comme des dictatures.

LE PAYSAGE POLITIQUE FRANÇAIS :

Le paysage politique français est composé de nombreux partis. Certains ont une grande visibilité, d'autres sont presque inconnus. Les plus connus sont ceux qui sont représentés à presque toutes les élections.

Pour rappel, un parti politique est un ensemble d'individus qui partagent les mêmes opinions politiques. Un parti peut donc appuyer les propositions d'un gouvernement en place ou s'y opposer ; le parti politique est alors appelé un parti d'opposition.

On peut classer les différents partis en fonction de la tendance de droite ou de gauche à laquelle ils adhèrent, mais ce classement est discutable.

Les partis considérés comme d'extrême gauche sont la France insoumise (LFI) et le Parti communiste (PC). Les partis de gauche sont le Parti socialiste (EELV), mais aussi le Parti radical de gauche (PRG) et le divers gauche (DVG).

Les partis de centre sont La République en marche (LREM), rebaptisé Renaissance, parti lancé par le Président Emmanuel Macron ; le Parti démocrate (MODEM), le Parti radical (PRV) et le Divers centre (DVC). Les Républicains (LR), Agir, l'Union des Démocrates et Indépendants (UDI) et le Divers droite (DVD).

Enfin les partis d'extrême droite sont le Rassemblement National (RN), ancien Front National, et Debout La France (DLF).

Au programme de la France insoumise :

- Bloquer et baisser les prix des produits de première nécessité.
- Augmenter le Smic à 1400 euros net par mois.
- Rétablir la retraite à 60 ans avec 40 annuités de cotisation.
- Reconstruire l'hôpital public en recrutant 100 000 soignants.
- Faire la cantine bio et gratuite.
- En finir avec l'élevage intensif, la maltraitance animale et les pesticides.

Au programme du Rassemblement National :

- Baisser la TVA de 20% à 5,5% sur les carburants.
- Stopper l'immigration.
- Réserver les aides sociales aux Français.
- Créer 25.000 nouvelles places de prison en 2027 et rétablir les peines plancher.
- Rétablir la retraite à 60 ans avec 40 annuités de cotisation.
- Démanteler les parcs éoliens et relancer le nucléaire.
- Sanctionner l'absentéisme scolaire par la suspension des allocations familiales.

Au programme de La République en marche (Renaissance) :

- Augmenter progressivement l'âge de départ à la retraite à 64 ans.
- Conditionner le RSA à 15 à 20 heures d'activités hebdomadaires.
- Un abattement sur les droits de succession de 150 000 euros
- Égalité femmes-hommes : « grande cause du quinquennat »
- Un projet de défense européenne
- Construction de six nouveaux réacteurs nucléaires.
- Investissement de 30 milliards d'euros dans les secteurs industriels d'avenir.